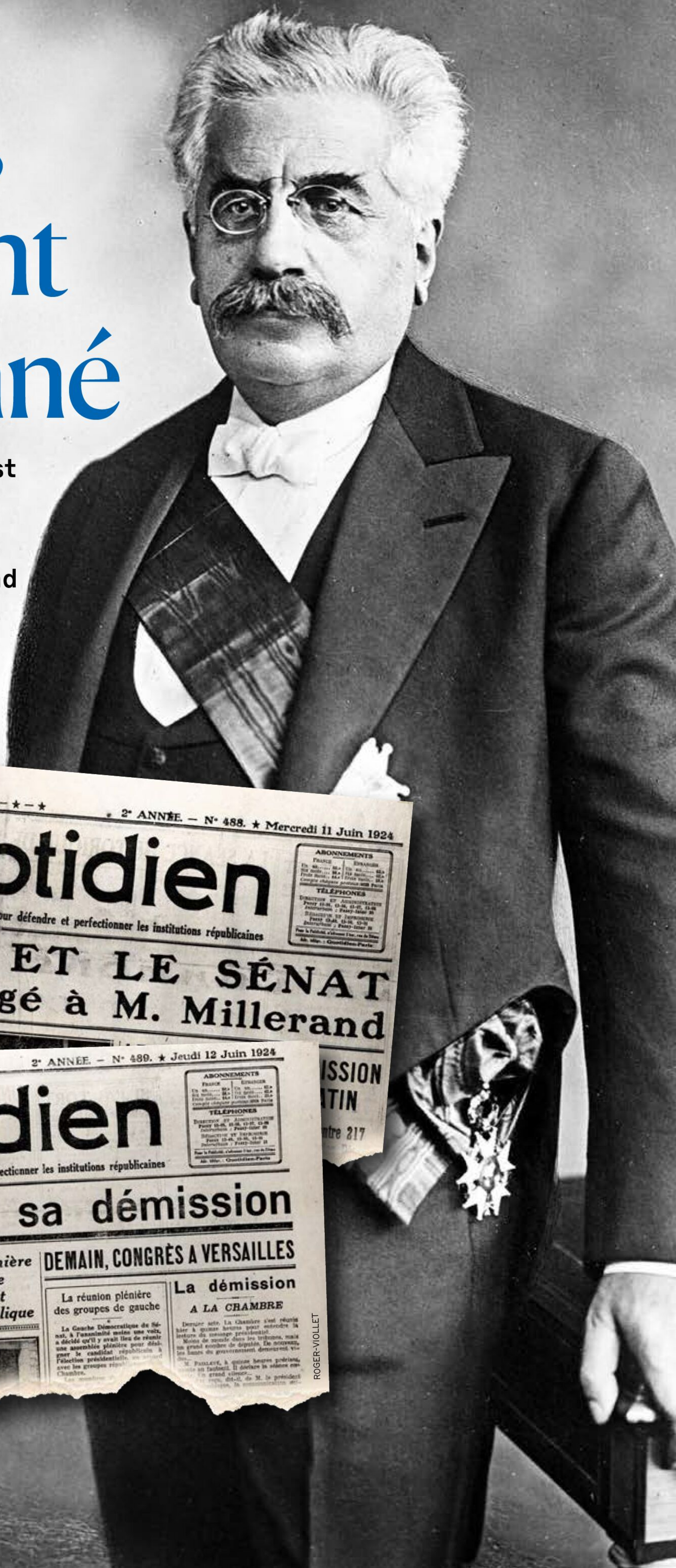


Millerand, le président démissionné

Quand Deschanel part se reposer, c'est un homme aux nerfs solides qui lui succède à l'Élysée. Et pourtant, aussi rompu soit-il au jeu politique, Millerand n'ira pas non plus au terme de son septennat, victime de son excès de presidentialisme. **PAR BRUNO FULIGNI**



ROGER-VOLLET

20 centimes. — DERNIERE EDITION DE PARIS

DIRECTEUR
Henri DUMAY
Rédacteur en Chef
Pierre BERTRAND
Général, Polémique
Edmond BOURGON - A. ARLAND
Pierre BERTRAND
Directeur et Administrateur
1, Rue de Dôme - PARIS (18^e)
Rédaction et Imprimerie
20, Avenue Kléber

Le Quotidien

Créé par plus de 40.000 Français et Françaises associés pour défendre et perfectionner les institutions républicaines

2^e ANNÉE — N° 488. ★ Mercredi 11 Juin 1924

ABONNEMENTS
France : 12 fr. 50 l'an, 6 fr. 50 6 mois.
Etranger : 15 fr. 50 l'an, 8 fr. 50 6 mois.
Télégrammes : 15 fr. 50 l'an, 8 fr. 50 6 mois.
Téléphones : 15 fr. 50 l'an, 8 fr. 50 6 mois.
Pour la publicité, s'adresser à : 20, Avenue Kléber, Paris.

LA CHAMBRE ET LE SÉNAT signifient son congé à M. Millerand

LE PRÉSIDENT QUI S'EN VA
LE PRÉSIDENT QUI VIENT

20 centimes. — DERNIERE EDITION DE PARIS

DIRECTEUR
Henri DUMAY
Rédacteur en Chef
Pierre BERTRAND
Général, Polémique
Edmond BOURGON - A. ARLAND
Pierre BERTRAND
Directeur et Administrateur
1, Rue de Dôme - PARIS (18^e)
Rédaction et Imprimerie
20, Avenue Kléber

Le Quotidien

Créé par plus de 40.000 Français et Françaises associés pour défendre et perfectionner les institutions républicaines

2^e ANNÉE — N° 489. ★ Jeudi 12 Juin 1924

ABONNEMENTS
France : 12 fr. 50 l'an, 6 fr. 50 6 mois.
Etranger : 15 fr. 50 l'an, 8 fr. 50 6 mois.
Télégrammes : 15 fr. 50 l'an, 8 fr. 50 6 mois.
Téléphones : 15 fr. 50 l'an, 8 fr. 50 6 mois.
Pour la publicité, s'adresser à : 20, Avenue Kléber, Paris.

M. Millerand a donné sa démission

LES PRÉSIDENTS SONT PARTIS

Le 12 mai, nous disions dans ce journal : « Président, adieu ! » Aujourd'hui, 12 juin, les présidents sont partis. M. Poincaré a ouvert la marche. M. Millerand a suivi d'un pas tardif. Les Chambres, mardi, ont reçu son démission. Hier, elles ont pris acte de sa démission. Pourquoi l'avait-il différée ? Qu'en dirait-on ?

Ne cherchons pas. Avec son habitude étroitesse de vue, il s'est enfoncé dans une habitude.

Aujourd'hui, réunion plénière des groupes de gauche pour désigner candidat à la Présidence de la République

Il faut de ceux que l'on introduit ainsi, par un détour, « le président dans son monde politique ». La vérité est très différente. Ce n'est point parce qu'il ne plaisait pas à la majorité qu'elle l'a chassé. C'est uniquement parce qu'il était à l'Élysée un homme de parti et que ses interventions étaient un constant danger au même temps qu'une violation de la loi constitutionnelle.

DEMAIN, CONGRÈS A VERSAILLES

La réunion plénière des groupes de gauche

La Gauche Démocratique de Sénat, à l'Assemblée, sous une voix, a décidé qu'il y avait lieu de réunir une assemblée plénière pour désigner le candidat républicain à l'élection présidentielle, en accord avec les groupes républicains de la Chambre.

La démission A LA CHAMBRE

Dernier acte. La Chambre s'est réunie hier à quinze heures pour recevoir la lettre de démission de M. Millerand. Moins de quinze jours de présidence, mais un grand nombre de députés. De nombreux, les lauriers du gouvernement demeurent vides.

ROGER-VOLLET

Le 23 septembre 1920, à Versailles, de nombreux parlementaires se prononcent dès le premier tour en faveur d'Alexandre Millerand, élu président de la République par 695 voix sur 892 votants. Alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, le candidat du Bloc national est un homme d'expérience qui souhaite unir les Français. Favorable au rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican et à la cession des monopoles d'État aux intérêts privés, il incarne une politique de droite, mais ses adversaires ne manquent pas de rappeler ses déclarations de jeunesse, laïcardes et collectivistes.

Né boulevard de Strasbourg, à Paris, le 10 février 1859, Alexandre Millerand est le fils d'un couple de commerçants. Bon élève, il a fait son droit pour devenir avocat. D'abord radical, il est élu conseiller municipal de Paris en 1884, puis député l'année suivante. Au prétoire, il se fait connaître comme défenseur des grévistes et, préoccupé par la situation misérable des femmes et des enfants travaillant dans l'industrie, il évolue vers le socialisme aux législatives de 1889. Contre les prétentions autoritaires du général Boulanger, il fustige les partis «qui demandent à un homme la force nécessaire pour réaliser les réformes politiques et sociales». Le pouvoir personnel doit être combattu : «Non ce n'est pas d'un maître, c'est d'elle seule, de sa persévérance, de ses libres efforts que la démocratie française peut et doit attendre le triomphe des idées qui lui sont chères», déclare-t-il à ses électeurs. Quand le président Casimir-Perier sort de son rôle arbitral au prétexte de contrer la subversion anarchiste, Millerand est aux côtés de Jaurès pour le faire tomber, et quand le chef de l'État finit par démissionner, en janvier 1895, Millerand condamne

«sans relâche la tentative de politique personnelle qui s'ébauchait à l'Élysée». L'année suivante, au banquet de Saint-Mandé qui réunit toutes les tendances du socialisme, il prononce un discours qui étonne. Après avoir rendu hommage aux vétérans de la Commune, il les enterre en ébauchant une stratégie «progressive» de marche vers le pouvoir, par les urnes. Les socialistes le surnomment «Saint-Amendé»... D'ascendance juive par sa mère, Millerand réproche l'agitation nationaliste durant l'affaire Dreyfus et lorsque se constitue, en 1899, un gouvernement de «Défense républicaine», il accepte d'en être le ministre du Commerce et de l'Industrie. Pour la première fois, un socialiste entre dans un cabinet «bourgeois».

Une évolution idéologique du socialisme au conservatisme

La querelle du ministérialisme [débat sur la participation d'un socialiste à un gouvernement perçu comme bourgeois, ndlr] déchire d'autant mieux la gauche que, dans le même gouvernement, le portefeuille de la Guerre est confié au général marquis de Galliffet, «le fusilleur de la Commune» ! Malgré toutes les invectives sur le «cas Millerand», le ministre entend montrer à la gauche comment on obtient des réformes concrètes, comme la limitation de la journée de travail à onze heures dans l'industrie. Par décret, Millerand crée en outre un Conseil supérieur du Travail ainsi que des conseils régionaux où délégués ouvriers et patronaux sont conviés à négocier. Le gouvernement de Défense républicaine dirigé par Waldeck-Rousseau, le plus long de la III^e République, tombe le 3 juin 1902 et Millerand, redevenu simple député, s'ennuie. «Il n'a pas seulement le goût du pouvoir auquel le destinaient d'ailleurs ses qualités», écrit Jaurès dans *L'Humanité* du 13 juin 1904. «Il en a la superstition. Il est convaincu que le pouvoir est une force magique et qu'il suffit de l'avoir en main pour plier à son dessein les circonstances et les hommes...»

Exclu de sa fédération au début de l'année 1904, Millerand siège comme socialiste indépendant avant d'évoluer vers le centre. Ministre des Travaux

publics de 1909 à 1910, dans le gouvernement d'Aristide Briand, l'ancien avocat des syndicalistes s'efforce de briser la grève des cheminots ; puis, de janvier 1912 à janvier 1913, dans le gouvernement de Raymond Poincaré, c'est le ministère de la Guerre qui est confié à l'ancien socialiste, qui a depuis longtemps récusé pacifisme et internationalisme. Il retrouve ce portefeuille dans le contexte de l'Union sacrée, du 26 août 1914 au 29 octobre 1915. Après la victoire, Millerand est nommé haut-commissaire de la République en Alsace-Lorraine, avant d'accéder à la présidence du Conseil, puis à la magistrature suprême.

À travers toutes ses palinodies, cet ambitieux présente au moins une constante : il veut réformer les institutions de la III^e République. Socialiste, il rêvait d'une Assemblée unique, sur le modèle de la Convention ; devenu chef du Bloc national, il entend restaurer l'autorité présidentielle. Aristide Briand, de nouveau président du Conseil, fait-il trop de concessions lors de la conférence internationale de Cannes ? Le président Millerand le convoque à l'Élysée, ce qui conduit le chef du gouvernement désavoué à donner sa démission, au lieu de se soumettre à un vote du Parlement. Puis, le 14 octobre 1923, à l'hôtel de ville d'Évreux, c'est un véritable programme de gouvernement que présente Millerand, qui s'exprime en chef de parti, à six mois des législatives. Socialistes et radicaux s'allient en un Cartel des gauches qui, le 25 mai 1924, emporte la majorité : le président de la République est maintenant minoritaire dans le pays. La présidence du Conseil devrait échoir au leader des radicaux, Édouard Herriot, mais celui-ci refuse d'être investi par un président de la République sorti de son rôle. C'est placer celui-ci dans l'obligation de démissionner. Millerand, toutefois, résiste encore : le 9 juin 1924, il nomme à la tête du gouvernement une personnalité du Bloc national, le banquier Frédéric François-Marsal, ancien ministre des Finances, sénateur du Cantal. Celui-ci n'a pas la majorité, mais il est chargé, le 10 juin, de lire un message aux députés : interdit d'hémicycle en vertu de la sépara- • • •

Jusqu'au boutiste Alexandre Millerand (ci-contre), élu président de la République en 1920, entend redonner à sa fonction des pouvoirs accrus. Une position inflexible qui le poussera à démissionner en juin 1924 face à un Parlement hostile... et majoritaire.

Dossier

... tion des pouvoirs, le président de la République y fait entendre sa vérité par le truchement de son ami. «Je me suis refusé à désertier mon poste», fait-il dire sous les applaudissements de ses partisans. «Ce n'est pas du Parlement, chargé de voter les lois et de veiller à leur respect, que peuvent venir le signal et l'exemple de leur violation.»

Acharné du pouvoir

«De dangereux conseillers s'efforcent, dans un intérêt de parti, d'obtenir que la nouvelle législature débute par un acte révolutionnaire.» Dans une tempête d'interruptions, François-Marsal poursuit la lecture du message présidentiel: «Conscient de mon devoir, j'ai assumé mes responsabilités. L'heure est venue pour le Parlement de prendre les siennes.» «Vive Millerand!» s'exclament la droite et le centre, mais la Chambre du Cartel des gauches renverse immédiatement l'éphémère «cabinet du Message» et Millerand démissionne le lendemain. L'année suivante, une élection complémentaire lui permet de devenir sénateur de la Seine. Battu en 1927, cet acharné retrouve la même année un siège dans le département de l'Orne et reste au Sénat jusqu'à la fin de la III^e République. Avant de s'éteindre, quelque peu discrédité, le 6 avril 1943, l'ex-ennemi du pouvoir personnel aura eu le temps de voter, le 10 juillet 1940, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

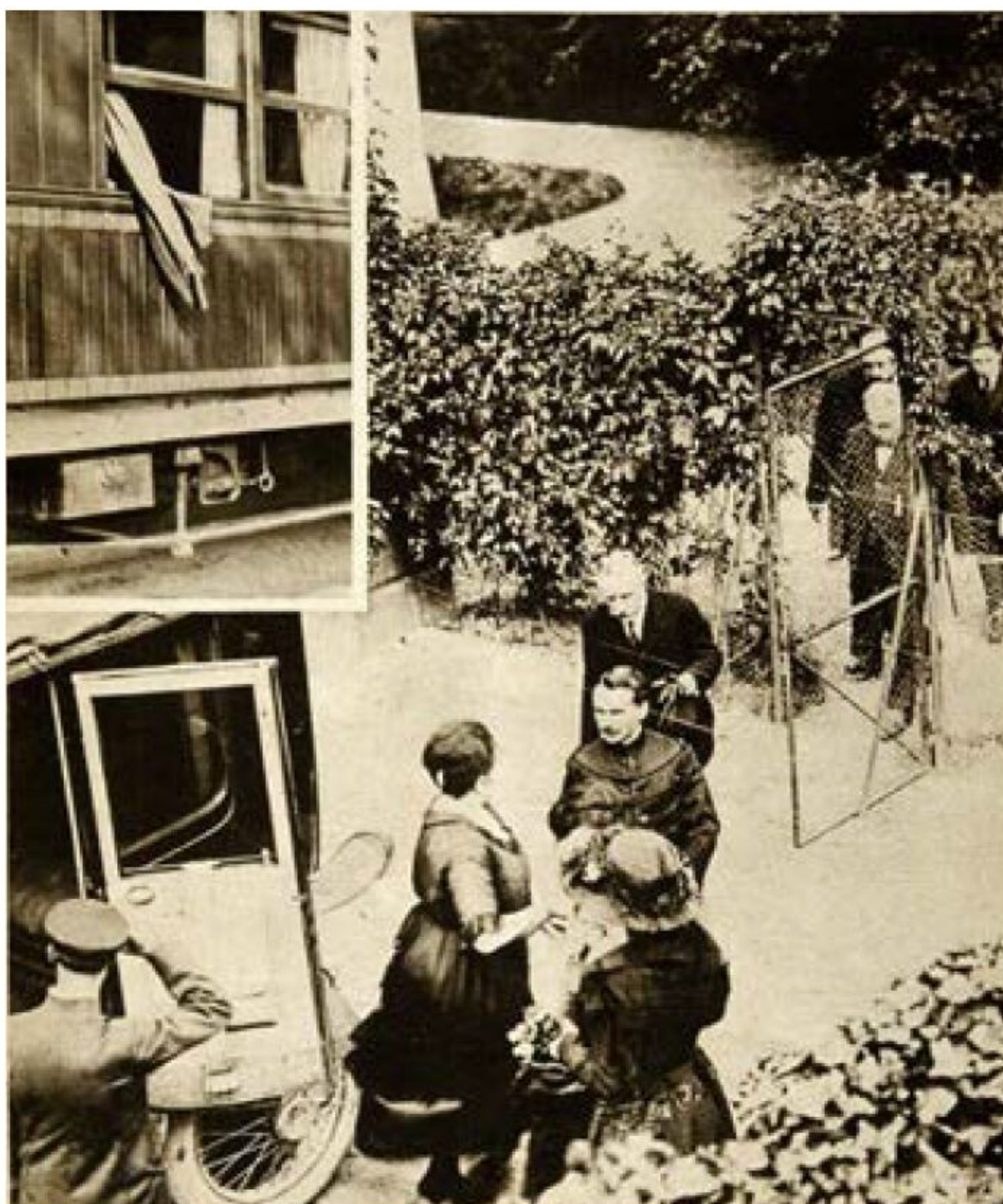


TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

Dernière chance À la tribune parlementaire, le 10 juin 1924, François-Marsal décline le discours du président, pour convaincre les députés de lui conserver leur confiance. Sans succès. Le Cartel des gauches renverse le gouvernement. Millerand quitte la scène.

Deschanel, dépression élyséenne

Pour décourager le trop énergique Clemenceau de succéder à Poincaré, députés et sénateurs choisissent Paul Deschanel, qui, le 17 janvier 1920, recueille le score sans précédent de 734 voix sur 888 votants. Mais il ne restera président que sept mois ! Dans la nuit du 23 au 24 mai 1920, roulant dans le train présidentiel, il disparaît de son wagon privé : tombé sur le ballast par la fenêtre à guillotine (*ci-contre en haut à g.*) – un accident lié à son état dépressif depuis son accession à la fonction suprême –, il erre le long des voies en tenue de nuit... avant d'être retrouvé et de repartir pour Paris (*photo*). «Il n'a pas abîmé son pyjama / Il est verni l'chef de l'État», fredonnent les chansonniers. Vengé, Clemenceau ricane : «Tombé du train, M. Deschanel ? Ça ne m'étonne pas, il a toujours été pressé d'arriver...» S'il est faux qu'il ait signé des décrets «Napoléon» et grimpé aux arbres dans les jardins de l'Élysée, certes, en convalescence à la Malmaison, Deschanel est allé patauger dans la mare aux canards... On glisse à sa signature une lettre de démission, le 21 septembre 1920. Or, dès que Millerand lui succède à l'Élysée, Paul Deschanel reprend pied. Les maires d'Eure-et-Loir l'élisent au Sénat, où il siège sans anicroche jusqu'à son décès, le 28 avril 1922. B. F.



GROB/KHARBINE/LA COLLECTION